

Département

ISERE

Canton

BOURGOIN-JALLIEU

Commune

BOURGOIN-JALLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE N°DST/B/P/2019/48

ARRIVÉ LE

27 SEP. 2019

SOUS-PRÉFECTURE
DE LA TOUR-DU-PIN (ISÈRE)

Arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme
relative à l'OAP CENTRE VILLE

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-37, L 153-45 à L 153-48, R 153.20 et R 153.21.

Vu la délibération n° DB270114014 en date du 27 janvier 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la délibération n°DB010216009 en date du 1er février 2016 approuvant la modification n°1 du PLU,

Vu la délibération n° DB180205027 en date du 11 février 2019 approuvant la modification n°2 du PLU,

Vu la délibération de la CAPI en date du 14 mai 2019 adoptant la déclaration de projet pour l'aménagement de la zone d'activités des Sétives emportant mise en compatibilité du PLU,

Considérant que les objectifs poursuivis dans le cadre de cette évolution portent sur l'adaptation de certaines dispositions réglementaires du PLU afin de permettre la mise en œuvre du projet du palais de justice de Bourgoin-Jallieu (réhabilitation et extension) et de prendre en compte l'ordre de service pour l'aménagement des Sétives.

Considérant que cette évolution du document d'urbanisme n'a pas pour conséquence (conformément aux articles L 153-31, L. 153-36 et L. 153-41 du code de l'urbanisme) de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables.
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière.
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.
- et, d'autre part, quelle n'a pas pour effet de :
- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, sauf exceptions visées par le code de l'urbanisme.
- diminuer ces possibilités de construire.
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Considérant que les évolutions à apporter au PLU relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Objectifs poursuivis pour la modification

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU vise à adapter certaines dispositions réglementaires applicables :

- aux équipements publics du secteur centre-ville compris dans le périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n° 8 afin de permettre la mise en œuvre du projet de palais de justice (extension et réhabilitation), dans le cadre d'un travail conjoint entre la Ville et le ministère de la justice.
- au secteur des Sétives prenant en compte l'ordre de service de démarrage des travaux définis au dossier loi sur l'eau (dévoisement du Pelud, compensation des remblais en zone inondable et gestion des eaux pluviales).

ARTICLE 2 - Modalités de mise à disposition

La MRAe, Mission Régionale de l'Autorité environnementale sera saisie dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas afin de savoir si le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Bourgoin-Jallieu est soumis ou non à Evaluation environnementale sur la base en particulier du CERFA complété.

Le projet de modification simplifié sera envoyé pour avis au Préfet et aux personnes publiques associées.

Il sera ensuite mis à disposition du public, selon les modalités définies par délibération du conseil municipal.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui pourra procéder ensuite à l'adoption du projet de modification simplifiée par délibération motivée, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

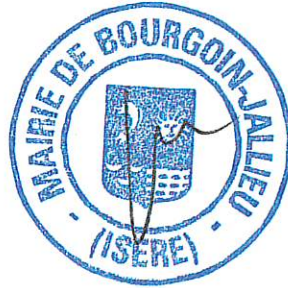
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie pendant le délai d'un mois.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait, en quatre exemplaires à Bourgoin-Jallieu, le 10/09/2019

Vincent CHRQUI,



Maire de Bourgoin-Jallieu,
Premier Vice-Président de la CAPI
Conseiller Départemental de l'Isère

